

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES
D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

	PAGE
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 4
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	5
Évolution des actifs nets	6
Situation financière	7
Flux de trésorerie	8
Notes afférentes aux états financiers	9 - 13
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Annexe 1	
Charges	
Masse salariale, frais d'administration, frais de logement, frais de bureau, frais de financement et autres frais	14

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil d'administration,
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière**, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2020 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière** au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

☎ 450 755-6525
800 771-6525
📠 450 755-5211

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

PIERRE BRABANT CPA INC.

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Saint-Charles-Borromée,
le 8 juin 2020.

	2020		2019	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
PRODUITS				
Subvention du bureau d'aide aux victimes d'actes criminels	1 461 577 \$	-	1 461 577 \$	1 484 370 \$
Contributions versées par les contrevenants	33 275	-	33 275	33 500
Subvention d'Emploi-Québec	3 365	-	3 365	4 500
Intérêts	3 641	-	3 641	2 820
Autres revenus	8 007	-	8 007	5 774
	<u>1 509 865</u>	<u>-</u>	<u>1 509 865</u>	<u>1 530 964</u>
CHARGES (annexe 1)				
Masse salariale	1 206 414	-	1 206 414	1 253 214
Frais d'administration	51 105	-	51 105	71 472
Frais de logement	64 596	14 546	79 142	69 624
Frais de bureau	37 663	12 928	50 591	45 572
Frais de financement et autres frais	16 987	-	16 987	39 295
	<u>1 376 765</u>	<u>27 474</u>	<u>1 404 239</u>	<u>1 479 177</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>133 100 \$</u>	<u>(27 474) \$</u>	<u>105 626 \$</u>	<u>51 787 \$</u>

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020



	2020		2019	
	FONDS D'ADMINISTRATION	FONDS D'IMMOBILISATIONS	FONDS DES CONTRIBUTIONS VERSÉES PAR LES CONTREVENANTS	TOTAL
ACTIFS NETS AU DÉBUT	87 094 \$	284 491 \$	92 812 \$	464 397 \$
AJOUTER (DÉDUIRE) :				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	133 100	(27 474)	-	105 626
Affectation au fonds des contributions versées par les contrevenants (note 8)	(33 275)	-	33 275	-
Affectation d'origine interne (note 8)	5 572 (a)	-	(5 572)	-
Virement inter-fonds (note 9)	(28 920)	28 920 (b)	-	-
	76 477	1 446	27 703	105 626
ACTIFS NETS À LA FIN	163 571 \$	285 937 \$	120 515 \$	570 023 \$

Détail des affectations d'origine interne :

Acquisition d'immobilisations corporelles
Frais pour l'entretien du bâtiment

(a) 5 572 \$

2 863 \$
2 709

Détail des virements inter-fonds :

Acquisition d'immobilisations corporelles
Remboursement de capital sur la dette à long terme

(b) 28 920 \$

7 129 \$
21 791

	2020			2019
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	AUTRES FONDS	TOTAL	TOTAL
ACTIF				
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	118 868 \$	-	118 868 \$	195 639 \$
Épargne à terme, taux variable (1,00 % au 31 mars 2020), rachetable en tout temps	201 162	120 515	321 677	118 036
Subvention à recevoir	3 365	-	3 365	4 500
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir (note 6)	19 625	-	19 625	16 955
Frais payés d'avance	<u>13 368</u>	<u>-</u>	<u>13 368</u>	<u>14 810</u>
	356 388	120 515	476 903	349 940
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, au coût moins amortissement cumulé (notes 3 et 6)	<u>-</u>	<u>472 235</u>	<u>472 235</u>	<u>492 580</u>
	<u>356 388 \$</u>	<u>592 750 \$</u>	<u>949 138 \$</u>	<u>842 520 \$</u>
PASSIF				
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs (note 5)	192 817 \$	-	192 817 \$	170 034 \$
Versements sur dette à long terme	<u>-</u>	<u>23 079</u>	<u>23 079</u>	<u>21 935</u>
	192 817	23 079	215 896	191 969
DETTE À LONG TERME (note 6)	<u>-</u>	<u>163 219</u>	<u>163 219</u>	<u>186 154</u>
	<u>192 817</u>	<u>186 298</u>	<u>379 115</u>	<u>378 123</u>
AVOIR DE L'ORGANISME				
ACTIFS NETS				
Non affectés	163 571	-	163 571	87 094
Contributions versées par les contrevenants	-	120 515	120 515	92 812
Investis en immobilisations corporelles	<u>-</u>	<u>285 937</u>	<u>285 937</u>	<u>284 491</u>
	<u>163 571</u>	<u>406 452</u>	<u>570 023</u>	<u>464 397</u>
	<u>356 388 \$</u>	<u>592 750 \$</u>	<u>949 138 \$</u>	<u>842 520 \$</u>

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 7)

POUR LE CONSEIL :

_____ administrateur

_____ administrateur

	2020	2019
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	105 626 \$	51 787 \$
Ajustements pour :		
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	<u>27 474</u>	<u>25 401</u>
	<u>133 100</u>	<u>77 188</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Subvention à recevoir	1 135	(2 078)
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir	(2 670)	3 810
Frais payés d'avance	1 442	(4 888)
Créditeurs	22 783	3 926
Subventions reportées	<u>-</u>	<u>(1 539)</u>
	<u>22 690</u>	<u>(769)</u>
	155 790	76 419
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 129)	(29 898)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(21 791)	(20 714)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	126 870	25 807
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>313 675</u>	<u>287 868</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>440 545 \$</u>	<u>313 675 \$</u>

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), en tenant compte des principales méthodes comptables suivantes :

COMPTABILITÉ PAR FONDS :

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports.

Le fonds d'administration rend compte des activités menées par l'organisme en matière de prestation de services et d'administration. Ce fonds présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles.

Le fonds des contributions versées par les contrevenants présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux contributions versées par les contrevenants affectées.

COMPTABILISATION DES PRODUITS :

Les apports affectés aux activités de fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds d'administration dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds d'administration au cours de l'exercice où ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de placements sont constatés à titre de produits dans le fonds d'administration lorsqu'ils sont gagnés.

IMPÔTS SUR LE REVENU :

L'organisme n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu fédéral et provincial.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

La politique de l'organisme consiste à présenter les soldes bancaires et les épargnes à terme dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INSTRUMENTS FINANCIERS :

L'organisme évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des épargnes à terme, des subventions à recevoir, des taxes à la consommation et autres créances à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, des subventions reportées et de la dette à long terme.

UTILISATION D'ESTIMATIONS :

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture ainsi que sur les montants de produits et des charges de l'exercice. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie des immobilisations corporelles.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût dans le fonds d'immobilisations. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport dans le fonds d'immobilisations. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon les méthodes et taux suivants :

	<u>MÉTHODE</u>	<u>TAUX</u>
Bâtiment	Dégressif	4,00 %
Améliorations locatives	Linéaire	20,00 % (5 ans)
Matériel informatique	Linéaire	25,00 % (4 ans)
Mobilier de bureau	Linéaire	10,00 % (10 ans)

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reçues à des fins spécifiques sont constatées aux revenus selon les directives des donateurs, la portion non constatée aux revenus figure au poste "subventions reportées".

2. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été constitué le 2 avril 1997 selon la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec. Il développe et consolide l'expertise d'un programme de mesures visant à accueillir, aider, reconforter, défendre, supporter et assister les victimes d'actes criminels dans la défense de leurs droits. L'organisme utilise la dénomination sociale de CAVAC Lanaudière.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020		2019	
COÛT	AMORTIS- SEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	
Terrain	72 765 \$	- \$	72 765 \$	72 765 \$
Bâtiment	480 784	129 498	351 286	362 607
Améliorations locatives	6 151	5 760	391	1 625
Matériel informatique	18 199	9 704	8 495	12 577
Mobilier de bureau	80 014	40 716	39 298	43 006
	<u>657 913 \$</u>	<u>185 678 \$</u>	<u>472 235 \$</u>	<u>492 580 \$</u>

4. EMPRUNT BANCAIRE ÉVENTUEL

Un emprunt bancaire éventuel, d'un montant maximal autorisé de 50 000 \$, porterait intérêt au taux de 8,45 % et est renouvelable annuellement

5. CRÉDITEURS

	2020	2019
Fournisseurs et frais courus	17 957 \$	50 443 \$
Salaires à payer	27 875	20 475
Vacances à payer	107 072	95 114
Sommes à remettre à l'état		
Dédutions à la source à payer	<u>39 913</u>	<u>4 002</u>
	<u>192 817 \$</u>	<u>170 034 \$</u>

6. DETTE À LONG TERME

	2020	2019
Hypothèque immobilière de premier rang sur l'immeuble, d'une valeur comptable de 424 051 \$, 5,21 %, remboursable par versements mensuels de 2 678 \$, capital et intérêts, d'un montant original de 338 215 \$, échéant en février 2027 (a)	186 298 \$	208 089 \$
Échéances courantes comprises dans le passif à court terme	<u>23 079</u>	<u>21 935</u>
	<u>163 219 \$</u>	<u>186 154 \$</u>

(a) Dette garantie par la subvention du BAVAC et les taxes à la consommation et autres créances à recevoir, d'un montant de 19 625 \$.

Les versements estimatifs en capital pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2021	23 079 \$
2022	24 297
2023	25 580
2024	26 930
2025	28 351

7. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Location de photocopieurs :

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme pour la location de deux photocopieurs. La dépense de location de l'exercice s'élève à 2 193 \$. L'engagement résiduel, au montant de 4 934 \$, échoit le 31 juillet 2023 et se répartit comme suit :

2021	2 193 \$
2022	2 193
2023	<u>548</u>
	<u><u>4 934 \$</u></u>

Location d'un local commercial :

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme, sur un local commercial pour le point de service de Repentigny comportant une option de renouvellement de 5 ans. Depuis le 1^{er} mars 2019, l'organisme loue le local adjacent à son local actuel, le bail à long terme a été ajusté en conséquence. Le loyer de l'exercice s'élève à 36 309 \$. Si le renouvellement du bail se concrétise, l'engagement minimal (incluant les taxes à la consommation), au montant 202 726 \$, viendra à échéance le 31 octobre 2025 et se répartira comme suit :

2021	36 309 \$
2022	36 309
2023	36 309
2024	36 309
2025	36 309
2026	<u>21 181</u>
	<u><u>202 726 \$</u></u>

8. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil a affecté, à la demande du BAVAC, un montant de 33 275 \$ provenant des revenus des contributions versées par les contrevenants de l'exercice courant, au fonds des contributions versées par les contrevenants. Un montant de 5 572 \$ a été affecté au fonds d'administration pour financer les dépenses relatives à l'entretien du bâtiment et au financement d'immobilisations corporelles.

9. VIREMENT INTER-FONDS

Un montant de 28 920 \$ (50 612 \$ en 2019) a été transféré du fonds d'administration au fonds d'immobilisations afin de financer les sorties de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations corporelles et au remboursement du capital sur la dette à long terme.

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2020.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux taxes à la consommation et autres créances à recevoir.

L'organisme consent du crédit dans le cours normal de ses activités. Une bonne proportion de ces comptes ont été reçus dans les semaines suivant la fin d'exercice. L'organisme surveille de façon continue les montants à recevoir et n'a pas jugé bon de prendre de provision pour créances douteuses.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du taux d'intérêt sur le marché. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne l'emprunt bancaire à taux fixe et la juste valeur de sa dette à long terme qui porte intérêt à taux fixe.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement à l'égard de sa dette à long terme et de ses comptes fournisseurs.

ANNEXE 1

	2020		2019	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
MASSE SALARIALE				
Salaires des employés	1 042 487 \$	- \$	1 042 487 \$	1 076 158 \$
Charges sociales	163 927	-	163 927	177 056
	<u>1 206 414</u>	<u>-</u>	<u>1 206 414</u>	<u>1 253 214</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION				
Associations et cotisations	9 057	-	9 057	9 019
Assurances	1 098	-	1 098	1 065
Documentation et abonnements	332	-	332	574
Formation	8 712	-	8 712	11 034
Frais de déplacement	18 797	-	18 797	25 508
Frais de fonction	152	-	152	168
Honoraires professionnels	12 957	-	12 957	24 104
	<u>51 105</u>	<u>-</u>	<u>51 105</u>	<u>71 472</u>
FRAIS DE LOGEMENT				
Assurances	1 604	-	1 604	1 510
Électricité et chauffage	5 743	-	5 743	4 372
Entretien et réparations	14 647	-	14 647	13 520
Loyer et frais afférents	39 990	-	39 990	33 176
Taxes municipales et scolaires	2 612	-	2 612	1 937
Dotation à l'amortissement du bâtiment	-	14 546	14 546	15 109
	<u>64 596</u>	<u>14 546</u>	<u>79 142</u>	<u>69 624</u>
FRAIS DE BUREAU				
Entretien et réparations	4 388	-	4 388	3 568
Fournitures de bureau	9 893	-	9 893	9 311
Location de matériel de bureau	2 257	-	2 257	2 139
Photocopies et impression	4 576	-	4 576	3 334
Publicité et promotion	631	-	631	3 304
Télécommunications	15 918	-	15 918	13 624
Dotation à l'amortissement des autres immobilisations corporelles	-	12 928	12 928	10 292
	<u>37 663</u>	<u>12 928</u>	<u>50 591</u>	<u>45 572</u>
FRAIS DE FINANCEMENT ET AUTRES FRAIS				
Frais du C.A. et d'A.G.A.	2 039	-	2 039	2 804
Frais pour les activités du 20 ^e anniversaire	-	-	-	13 929
Frais pour les activités de la semaine nationale et autres	-	-	-	2 921
Frais pour le projet de vidéo	-	-	-	6 422
Frais pour l'entretien du bâtiment	2 709	-	2 709	-
Frais d'activités des bénévoles	350	-	350	-
Frais d'activités de reconnaissance	745	-	745	818
Intérêts et frais de banque	794	-	794	974
Intérêts sur dette à long terme	10 350	-	10 350	11 427
	<u>16 987</u>	<u>-</u>	<u>16 987</u>	<u>39 295</u>
	<u>1 376 765 \$</u>	<u>27 474 \$</u>	<u>1 404 239 \$</u>	<u>1 479 177 \$</u>